



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE
Service de l'Animation des Politiques
Publiques Interministérielles
et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2020-384
du 30 OCT. 2020**

**portant modification de l'autorisation d'exploiter une installation de thermoformage
et extrusion de matières plastiques sur la commune de Saint-Florentin
dont bénéficie la société DYNAPLAST**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14,
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration,
- VU** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif à la rubrique 2662 à Enregistrement,
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0487 du 30 novembre 2007 autorisant la société DYNAPLAST à poursuivre l'exploitation de ses installations modifiées de thermoformage et extrusion de matières plastiques sises rue Just Meisonasse sur le territoire de la commune de Saint-Florentin,
- VU** le permis de construire n° PC08934519W0009 du 4 juillet 2019,
- VU** le dossier de porter à connaissance déposé par la société DYNAPLAST le 2 avril 2020,
- VU** le rapport du 18 septembre 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 6 octobre 2020 en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement,
- VU** l'absence d'observations de la part du demandeur sur ce projet,

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques 2661-1 et 2661-2 (transformation de matières plastiques), 2662 (stockage de polymères), 2663 (stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composées de polymères) et 2920-2 (installation de réfrigération et de compression) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE),

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'évolution des activités du site nécessite une régularisation du tableau de classement ICPE au regard de l'arrêté préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société DYNAPLAST portent sur la réorganisation et l'augmentation des stockages extérieurs,

CONSIDÉRANT que le nouvel atelier d'extrusion (Hall 9) n'a pas été réalisé, que les nucléomètres n'existent plus sur site,

CONSIDÉRANT que la consommation d'eau maximale du site sur le réseau public nécessite d'être réévaluée au regard du nombre de salariés, sur la base de 40 litres par jour,

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société DYNAPLAST ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT, au vu du dossier remis, que des conditions de stockage sont prévues afin de garantir la gestion des risques,

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements précités, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale,

CONSIDÉRANT, s'agissant en particulier des caractéristiques du projet, que celui-ci respecte les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé,

CONSIDÉRANT, s'agissant en particulier de la localisation du projet, que celui-ci s'implante principalement sur des zones déjà urbanisées et imperméabilisées,

CONSIDÉRANT, s'agissant en particulier de l'impact potentiel du projet, que celui-ci n'induit aucun impact ou danger nouveau par rapport à la situation autorisée,

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de préciser les conditions d'encadrement du stockage et des moyens de secours associés,

CONSIDÉRANT que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant,

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Identification

La société DYNAPLAST, dont le siège social est situé rue Just Meisonasse, qui est autorisée à exploiter à la même adresse, sur le territoire de la commune de Saint-Florentin (89600), une installation de thermoformage et extrusion de matières plastiques, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Liste des installations modifiées

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2661.1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j (A) b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j (E) c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j (D)	120 t/j	A
2663.2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m ³ (A) b) Supérieur ou égal à 10 000 m ³ mais inférieur à 80 000 m ³ (E) c) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ (D)	134 228 m ³	A
2661.2	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j (E) b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j (D)	23 t/j	E
2662	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ (A) 2. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 40 000 m ³ (E) 3. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (D)	2 810 m ³ en silos (19) 1 300 m ³ en bigbags soit 4 110 m ³	E
1185.2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)	4 groupes froids 610 kg	DC
1530	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ (A) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ (E) 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)	1 500 m ³	D
2910.A	Combustion ... A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	2 chaudières gaz, non simultanées 1,4 MW	DC

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ (A) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ (E) 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)	144 m ³	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (D) 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW... (D)	4 points de charge puissance maximale : 46,3 kW	NC
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)	1 000 L de fioul domestique 880 kg	NC

Article 3 – Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Le chapitre 1.9 est modifié de la façon suivante :

« Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Date	Texte
03.08.2018	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
04.08.2014	Arrêté du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1185
27.12.2013	Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
15.04.2010	Arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
04.10.2010	Arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
30.09.2009	Arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
07.07.2009	Arrêté du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31.01.2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets

02.02.1998	Arrêté du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23.01.1997	Arrêté du 23 janvier 1997, modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31.03.1980	Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion

»

Article 4 – Articles abrogés

Les articles 1.2.2, 1.7.6.2, 1.10.2, 10.1.2 et 10.2.1 à 10 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 susvisé sont abrogés.

Article 5 – Consommation d'eau

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 est modifié de la façon suivante :

« Consommation maximale annuelle : 2 150 m³

En période de sécheresse, l'exploitant doit respecter les prescriptions de restriction des usages de l'eau définies par arrêté préfectoral. »

Article 6 – Aménagement de la zone de stockage extérieure

Des matières plastiques broyées, stockées en big-bags, sont stockées sous un auvent existant, situé à l'Ouest du bâtiment Hall 5, prolongé vers l'Ouest de 1 470 m² (35 × 42 m) par rapport au auvent actuel. Le nouvel auvent dispose d'une paroi en bardage métallique simple peau côté Nord, vers la limite de propriété. Sa hauteur en partie centrale est de 5,5 m et de 3 m au plus bas (côtés Est et Ouest).

Une zone de stockage à l'air libre de GRV de 672 m² (28 × 24 m) est implantée directement à l'Ouest du auvent.

Le plan des zones de stockage extérieur est présenté en annexe du présent arrêté.

Le volume total de matières stockées en masse est de 1 300 m³.

La surface maximale des îlots est de 400 m², avec une hauteur maximum de 3 mètres, séparés par des allées de 2 mètres.

L'ensemble du stockage extérieur est situé à minimum 5 mètres du bâtiment Hall 5, 7 mètres du bâtiment Hall 13 (local technique) et 10 mètres des limites de propriété Nord.

Un marquage au sol définissant l'emplacement des îlots de stockage est mis en place.

Un plan des stockages, tenu à jour, est constamment disponible.

Des extincteurs en nombre suffisant sont répartis sur cette zone.

Article 7 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 est complété de la manière suivante :

« L'établissement dispose :

- d'une capacité d'apport en eau d'extinction d'incendie de 480 m³ sur 2 heures.

L'exploitant peut justifier de la disponibilité de cette capacité d'eau via les 2 poteaux incendie situés à proximité du site, au besoin, complétés par réserve d'eau fixe adaptée sur site. »

Article 8 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société DYNAPLAST.

Article 9 - Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de Saint-Florentin,
- Mme la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur départemental des Territoires de l'Yonne,
- M. le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Responsable du service Prévision du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le **30 OCT. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous Préfète,
Secrétaire générale



Dominique YANI

Délais et voies de recours ci-après

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

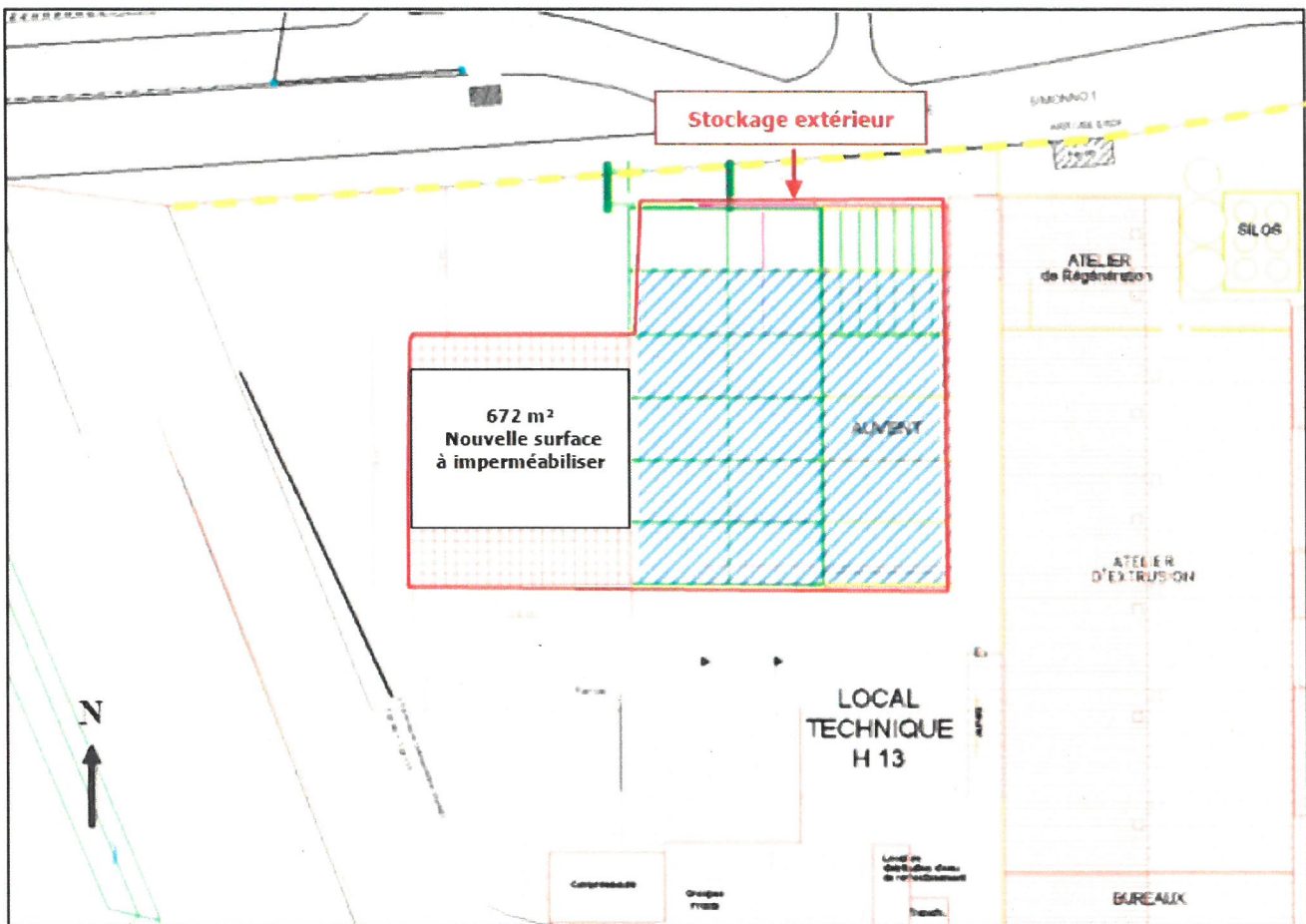
b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE – Plan des stockages extérieurs



Stockage en big-bags dde matières plastiques broyées



Stockage de GRV à l'air libre